



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

praticiens hospitaliers

Question écrite n° 58940

Texte de la question

M. Jean-Luc Prével * appelle une nouvelle fois l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur la situation des hospitaliers à temps partiel. Une première question n° 50815 publiée au Journal officiel du 9 novembre 2004 demandait de faire le point sur quatre revendications principales. La réponse n'aborde pas ces quatre problèmes. Réitérant les termes de sa question, il lui rappelle les revendications principales des praticiens hospitaliers temps partiel à savoir la rémunération à six onzièmes du salaire d'un temps plein entraînant un écart de salaire de 200 euros par mois, le non-versement de la prime perçue par les temps pleins exclusifs aux temps partiels exclusifs, la cotisation pour la retraite complémentaire limitée à deux tiers des salaires et la demande d'une prise en compte de la totalité du salaire, ce qui semble logique et, enfin, l'extension de la formation médicale continue. Il lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour répondre clairement aux attentes des praticiens hospitaliers à temps partiel.

Texte de la réponse

L'harmonisation du statut des praticiens exerçant leur activité à temps partiel dans les établissements publics de santé avec le statut des praticiens hospitaliers à temps plein a été entamée en juillet 1999 avec l'instauration d'un concours unique de recrutement des praticiens des établissements publics de santé. Cette harmonisation statutaire s'est poursuivie dans le prolongement de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale qui a mis fin à la possibilité de remettre en cause les fonctions des praticiens des hôpitaux à temps partiel au terme de chaque période quinquennale d'exercice et à supprimer la possibilité de prévoir pour les praticiens à temps partiel un régime de protection sociale différent de celui des praticiens à temps plein. Néanmoins, des différences de régime subsistent entre les statuts de praticiens hospitaliers temps plein et temps partiel, notamment concernant le montant des émoluments statutaires et l'assiette des rémunérations soumise à cotisation au régime de retraite complémentaire (IRCANTEC). Ces différences trouvent leur fondement légal dans les dispositions du 1° de l'article L. 6152-1 du code de la santé publique qui prévoit que le statut des médecins, pharmaciens et odontologistes des établissements publics de santé peut prévoir des dispositions spécifiques selon que ces praticiens consacrent tout ou partie de leur activité à ces établissements. Il convient de signaler qu'à la suite des recours formés devant la juridiction administrative par plusieurs praticiens exerçant leur activité à temps partiel visant à faire reconnaître l'illégalité de ces différences de régime statutaire et à obtenir de la part de l'État l'indemnisation du préjudice qui en est résulté, plusieurs jugements rendus par les tribunaux administratifs (notamment le TA de Dijon, décision du 30 juin 2005) ont rejeté la requête au motif que ces différences statutaires avaient un fondement légal. Il n'en demeure pas moins que l'un des objectifs suivis dans le cadre de la réforme des statuts des praticiens des établissements publics de santé est d'harmoniser les statuts de praticiens hospitaliers temps plein et temps partiel. Cette orientation a d'ailleurs été inscrite dans les réflexions et actions à mener dans le cadre du relevé de décisions signé par les représentants des praticiens hospitaliers et le ministre chargé de la santé le 31 mars 2005 et a donné lieu à une concertation des organisations syndicales de praticiens hospitaliers en février-mars 2006.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Prével](#)

Circonscription : Vendée (1^{re} circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58940

Rubrique : Fonction publique hospitalière

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mars 2005, page 2129

Réponse publiée le : 6 juin 2006, page 6008